GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – POSTULAT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	30.11.2016		16.174	DJSC
Annule et remplace				

Auteur(s) : Groupe PopVertsSol		Lié à (facultatif, cf. art. 241 OGC) : ad 16.040
Titre : Économies de personnel: réduire en premier lieu l'appareil intermédiaire et les postes de cadres		
Contenu : Le Conseil d'État souhaite réduire de 60 le nombre d'EPT de l'administration centrale en 2017. Nous demandons que ces coupes soient opérées avant tout dans les postes intermédiaires et de cadres, afin de limiter l'impact sur le personnel « métier » dont le travail fournit directement des prestations à la population.		
Développement (obligatoire) : Les économies dans le personnel de l'administration semblent suivre la même logique que par le passé : limiter partout où cela est possible, sans aborder la question des prestations qui doivent être servies à la population en vertu des lois cantonales et fédérales. Cette manière de procéder conduit à une baisse de la qualité des prestations fournies à la population, aux entreprises, etc. et à une surcharge de travail pour les collaboratrices et collaborateurs. Ces dernières années, de nombreux postes intermédiaires ont été créés pour la gestion et le contrôle financier. Si ces postes sont importants, ils ne fournissent pas directement des prestations – et augmentent parfois sensiblement la charge administrative (contrôles accrus). Sans une réflexion plus approfondie sur les prestations, nous demandons que les économies dans le personnel se fassent prioritairement dans l'appareil intermédiaire avec deux objectifs : <ol style="list-style-type: none">1. diminuer la charge administrative, par exemple en réduisant temporairement les tâches liées au contrôle et à la gestion ;2. renforcer – ou tout au moins conserver – les postes « métier » qui fournissent des prestations directement à la population. Les postes de cadres au sein de l'administration sont le plus souvent à plein temps. Nous demandons qu'une réflexion soit également menée pour promouvoir une plus grande flexibilité : temps partiel, « job-sharing », etc. Ceci permettra peut-être également d'augmenter la part des femmes dans ces postes-là, aujourd'hui très largement sous-représentées.		
L'urgence est demandée : ☐ Oui ☒ Non		
Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) : Fabien Fivaz		

Position du Conseil d'État :

Le Conseil d'État est d'avis que la baisse du nombre d'EPT dans l'administration doit faire l'objet d'une réflexion globale. Cette action ne peut se réduire à cibler à priori des catégories de personnel. Par ailleurs, la volonté de préserver des prestations de qualité pour la population implique également de réfléchir à la manière de soulager le plus possible le personnel « métier ». Dans l'atteinte de cet objectif, le personnel dit « intermédiaire » joue un rôle majeur. De même pour l'établissement d'un catalogue de prestations, d'où le sentiment que le présent postulat est en contradiction avec la motion 16.173 du même groupe PVS. Pour ces raisons, le Conseil d'État ne peut pas soutenir ce postulat.